



## Perspectives chinoises

2009/2 | 2009

1989, une rupture dans l'histoire chinoise ?

---

# La politisation de l'appareil policier et judiciaire

Willy Wo-Lap Lam

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5214>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 46-56

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Willy Wo-Lap Lam, « La politisation de l'appareil policier et judiciaire », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/2 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5214>

---

# La politisation de l'appareil policier et judiciaire

WILLY LAM

**Le Parti communiste chinois continue d'exercer un contrôle politique sur l'appareil policier et judiciaire en dépit d'une volonté affirmée de s'aligner sur les pratiques internationales. Cet article montre comment, à la suite de la reprise en main de la situation par le pouvoir après le 4 Juin 1989, la direction du PCC a renforcé son emprise sur les tribunaux et parquets afin de pouvoir mieux réprimer les dissidents, séparatistes et autres éléments subversifs. En dépit du slogan martelé par Hu Jintao d'un « gouvernement du pays par la loi », la perspective d'aboutir à un véritable État de droit ou à une indépendance du système judiciaire demeure encore bien illusoire.**

La réforme politique a pris fin de fait au moment où les coups de feu ont retenti sur la Place Tiananmen, il y a 20 ans. Ni Jiang Zemin ni Hu Jintao n'ont poursuivi l'ouverture libérale entamée par les anciens secrétaires généraux du PCC Hu Yaobang et Zhao Ziyang. Les anciens du Parti dont Deng Xiaoping, Chen Yun et Wang Zhen, ont vu dans la tempête de 1989 le résultat d'une collusion entre des « éléments bourgeois libéraux » issus du milieu des intellectuels et des cadres chinois et les forces anti-chinoises occidentales pour renverser le régime communiste. Il n'est dès lors pas étonnant qu'au milieu de l'année 1989, la direction du Parti ait érigé la stabilité, l'éradication de la contestation ainsi que d'autres menaces pour le régime au rang de mission suprême.

Sans doute, l'effet le plus tangible de la réforme des années 1980, la séparation du Parti et du gouvernement, couplée à un effritement relatif du pouvoir administratif du Parti, a-t-il été entièrement réduit à néant. De fait, à partir du milieu de l'année 1989, le PCC a placé entre les mains du Comité central du Parti, et tout particulièrement dans celles du Bureau politique et de son Comité permanent<sup>(1)</sup>, plus de pouvoir qu'il n'en avait jamais eu. La priorité absolue était de s'assurer que le Parti conserve les « outils de la dictature démocratique du peuple » afin de garder son monopole du pouvoir. Ce penchant pour le contrôle absolu du pouvoir a été exacerbé par la série de révolutions « de couleurs » qui ont eu lieu en Asie centrale, notamment en Géorgie, en Ukraine et plus récemment, en 2005, au Kirghizstan, pays frontalier de la Région autonome du Xinjiang<sup>(2)</sup>. Hormis le renforcement des « piliers de la dictature du prolétariat » telles que l'Armée populaire de libération (APL) et la Police populaire armée (PPA), la direction du Parti a privi-

légié les outils judiciaires et juridiques pour désamorcer les menaces au statu quo et pour maintenir son statut de Parti dirigeant perpétuel.

Cet article porte sur la manière dont le Parti communiste chinois (PCC) a accru son contrôle sur les organes policiers et judiciaires, et tout particulièrement sur les tribunaux et les parquets. Étant donné que la Chine possède 190 000 juges, 160 000 procureurs, 150 000 avocats, et des centaines de milliers de spécialistes de droit, la grande machinerie *zhengfa* (« politique et judiciaire »), comme on l'appelle, pourrait bien se transformer en rouleau compresseur écrasant les ennemis suspectés du Parti et de l'État<sup>(3)</sup>. On s'intéressera tout particulièrement à l'évolution de la situation depuis l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao et de Wen Jiabao lors du 16<sup>e</sup> Congrès du PCC en 2002. Bien que le tandem Hu-Wen ait affirmé haut et fort son engagement pour le *yifazhiguo* ou « l'administration du pays selon la loi », le Parti a resserré son étau autour de l'appareil du *gongjianfa* (la police, les parquets et les tribunaux) en accordant davantage d'autorité à la très occulte Commission centrale pour les affaires politiques et judiciaires. Bien plus d'apparatchiks que de professionnels du

1. Sur la façon dont Jiang Zemin a concentré la plupart des pouvoirs décisionnels au sein du Bureau politique et en particulier de son Comité permanent, voir par exemple Willy Wo-Lap Lam, *The Era of Jiang Zemin*, Singapour, Prentice Hall, 1999, p. 86-88.
2. Sur l'attitude du PCC face aux « révolutions de couleurs », voir par exemple Thomas Lum et Hannah Fischer, « Human rights in China : Trends and Policy Implications », Congressional Research Service Report for Congress, 31 octobre 2008, Congressional Research Service, Washington D.C., <http://www.scribd.com/doc/7917955/-Human-Rights-in-China-Trends-and-Policy-Implications->; pour la vision officielle sur les « révolutions de couleurs » voir « Political advisory system can help China avoid "color revolution" : advisor », Agence Chine nouvelle, 10 mars 2006.
3. Sur le système légal et judiciaire chinois, voir par exemple Jerome A. Cohen, « China's Reform Era Legal Odyssey », *Far Eastern Economic Review*, décembre 2008.

droit ont été nommés aux postes clés. Et l'impératif de maintenir le monopole du pouvoir par le PCC semble avoir pris le pas sur la sacralité de la Constitution et de la loi. Notre article examine également la façon dont la politisation de l'appareil judiciaire est entrée en conflit avec les intérêts des masses populaires et a affecté l'entreprise de modernisation dans son ensemble.

## La relation entre le PCC et les organes judiciaires sous l'ère Jiang Zemin

Dans l'art maoïste du gouvernement, le *gongjianfa* (police, parquet et système judiciaire) était considéré comme un instrument essentiel de la dictature du prolétariat. En 1958, le Groupe central pour la politique et le droit (GCPD) fut créé afin de donner corps au contrôle du Parti sur l'appareil judiciaire et juridique. Peng Zhen, un membre vétérinaire de la direction municipale de Pékin fut nommé à la tête du groupe. Durant la Révolution culturelle, ce poste fut transféré au chef détesté de la police secrète et confident de Mao, Kang Sheng. Après que Deng Xiaoping accéda au pouvoir lors de la 3<sup>e</sup> Session plénière du 11<sup>e</sup> Comité central à la fin 1979, le GCPD fut rebaptisé Commission centrale des affaires politiques et juridiques (CCAPJ<sup>(4)</sup>). Parmi les cadres qui ont occupé le poste de secrétaire du GCPD ou du CCAPJ figurent Peng Zhen, Chen Peixian, Qiao Shi, Ren Jianxian, Luo Gan et Zhou Yongkang. Le statut du CCAPJ a été relevé lors du 16<sup>e</sup> Congrès du PCC, quand son secrétaire est devenu membre du Comité permanent du Bureau politique<sup>(5)</sup>.

Il est important de noter que Deng et certains de ses protégés comme Hu Yaobang et Zhao Ziyang ont voulu s'attaquer au problème de la « séparation du Parti et du gouvernement » du début au milieu des années 1980. Cet idéal a été atteint formellement au cours du 13<sup>e</sup> Congrès du PCC en octobre 1987, lorsque la « séparation du Parti et du gouvernement » est devenue une section du Rapport politique présenté par le secrétaire général Zhao Ziyang<sup>(6)</sup>. Bien avant qu'il ne remplace Hu à la tête du Parti en janvier 1987, Zhao s'intéressait déjà à des idées réformatrices plus ou moins radicales. S'il serait exagéré de le présenter comme un défenseur d'une « indépendance du système judiciaire » à l'occidentale, ce très grand réformateur comprit, dès le milieu des années 1980, que la modernisation de la politique et de l'économie chinoise serait fortement entravée si le Parti devait interférer de façon excessive dans les opérations judiciaires et juridiques. Avec l'aide de conseillers

libéraux comme Hu Qili et Tian Jiyun, Zhao mit sur pied un programme de démantèlement progressif du CCAPJ commençant par l'abolition partielle de plusieurs Comités provinciaux des affaires politiques et judiciaires en 1987 et 1988. Cela en dépit du fait que Zhao, lors de ses allocutions publiques, restait attaché à la sacro-sainte idée que « nos cadres du *zhengfa* doivent être loyaux envers le Parti<sup>(7)</sup> ».

Le massacre du 4 juin 1989 a mis fin de manière brutale à la libéralisation sous toutes ses formes. Et cela, bien que Deng ait indiqué qu'« aucun mot du Rapport politique du 13<sup>e</sup> Congrès ne devait être changé<sup>(8)</sup> ». Pendant la majeure partie de son mandat en tant que chef du PCC de 1989 à 2002, Jiang Zemin, grand bénéficiaire de la répression de Tiananmen, n'a pas hésité à revenir sur toutes les réformes politiques mises en place ou envisagées par les « libéraux Hu et Zhao ». Celles-ci comprenaient la séparation du Parti et du gouvernement ainsi que celle du Parti et du système judiciaire<sup>(9)</sup>. Jiang et le « boucher de Tiananmen » Li Peng, qui demeura membre du Comité permanent du Bureau politique jusqu'en 2002 ont joué un rôle conséquent dans l'accroissement des pouvoirs du CCAPJ, appelé *Zhengfawei* d'ordinaire dans les médias chinois. Li, qui nourrissait sans doute une rancune personnelle contre les dissidents de la place Tiananmen, avait de bonnes raisons pour s'assurer que l'appareil judiciaire et juridique menait à bien sa mission qui consistait à mettre derrière les barreaux les « ennemis de l'État ». Il a beaucoup fait pour promouvoir la carrière de

4. Sur la fonction et l'origine du CCAPJ, voir par exemple « A brief introduction of the CCPA », [www.cpc.people.com.cn](http://www.cpc.people.com.cn), July 17, 2007; <http://cpc.people.com.cn/GB/64114/64135/5994757.html>; voir également Ma Ruliu, « On how to fulfill well the function of the party's political and legal affairs committees », [www.xjpeace.cn](http://www.xjpeace.cn), November 10, 2008, [http://www.xjpeace.cn/ht/2008-11/10/content\\_14874925.htm](http://www.xjpeace.cn/ht/2008-11/10/content_14874925.htm).
5. Au tournant du siècle, la direction du PCC avait développé la tendance de promouvoir les officiers de police de carrière ou les cadres supérieurs ayant une expérience dans la sécurité publique à des postes clés du CCAPJ. Ainsi, l'actuel secrétaire du CCAPJ, Zhou Yongkang, a été ministre de la Sécurité publique de 2003 à 2008. Aucun de ses prédécesseurs n'avait cette expérience. De plus, l'actuel secrétaire général du CCAPJ, Zhou Benshun, et son prédécesseur, Wang Shengjun, sont d'anciens chefs de la police provinciale départementale.
6. Sur le point de vue de Zhao à propos de la réforme politique, voir par exemple, Wu Guoqiang, « Democracy and Rule of law in Zhao Ziyang's political reform », in Guoqiang Wu et Helen Landsdowne (éd.), *Zhao Ziyang and China's Political Future*, Abingdon, Oxon, Routledge, 2008, p. 32-57.
7. « National Conference on political and legal affairs is held in Beijing; Zhao Ziyang holds discussion with participants », Xinhua News Agency, 19 janvier 1988. Concernant la réforme de l'appareil légal de Zhao, voir par exemple Willy Lam, « Zhao Ziyang's contributions to reform in historical perspective », in *Zhao Ziyang and China's Political Future*, *op. cit.*, p. 151-163.
8. Sur l'implication de Deng dans les réformes présentées au 13<sup>e</sup> Congrès du PCC, voir Chen Baoheng, « Huang Puding : "Beware of the negation of reform in the name of re-examining reform" », *Renmin ribao*, 15 mars, 2006.
9. Sur le conservatisme politique de Jiang et sa restauration du pouvoir quasi-absolu du Parti, voir par exemple Willy Lam, « China's conservative backlash », [www.cnn.com](http://www.cnn.com), 25 juin, 2003.

son bras droit Luo Gan, qui a été secrétaire du CCAPJ de 1998 à 2007<sup>(10)</sup>.

Luo a remis à l'ordre du jour le programme de politisation de l'appareil judiciaire et juridique dans une interview révélatrice accordée à l'hebdomadaire porte-parole du Parti, *Liaowang Zhoukan*, au début de l'année 1999. Ce cadre de la tendance dure expliquait que *l'establishment* devait « soutenir résolument la direction par le PCC du travail politique » et que les autorités du Parti fourniraient les « garanties politiques [pour l'objectif] du *yi fa zhiguo* [administration du pays selon la loi] ». Le secrétaire du CCAPJ ajoutait que la priorité absolue du travail du *zhengfa* était de préserver la stabilité sociale et politique<sup>(11)</sup>. Aux réunions périodiques du *Zhengfawei* (qui comprend des représentants des tribunaux et des parquets), Luo a émis une série d'affirmations sur la façon dont les institutions policières et judiciaires doivent accomplir les objectifs de l'État. Bon nombre de ces formules quasi rituelles ont été émises lors des campagnes dites *yanda* (« frapper fort ») menées contre de supposés criminels de haut rang et ravivées avec force au cours des années 1990. Ainsi, Luo a souligné que, lors des mouvements du *yanda*, les départements concernés doivent appliquer le principe de « priorité à la lourdeur [de la peine], à la rapidité et à la sévérité lors de l'application de la loi ». Il a indiqué qu'en dehors des gangs et de divers groupes clandestins, les « forces terroristes, les forces ethniques séparatistes, les extrémistes religieux, les forces ennemies aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières [chinoises] et la secte du Falungong » comptaient parmi les cibles du *yanda*. Outre l'application des objectifs de la direction du PCC concernant la sécurité interne, le *Zhengfawei* s'assurait que les organes policiers et judiciaires aient suffisamment de ressources politiques et autres pour mener à bien leurs missions de façon à atteindre « une synthèse entre l'efficacité juridique, l'efficacité sociale et l'efficacité politique<sup>(12)</sup> ».

Xiao Yang, qui fut Président du Tribunal populaire suprême (TPS) de 1998 à 2008, a relevé que durant les campagnes « frapper fort », les tribunaux devaient chercher à atteindre « la synthèse [des exigences] de la stabilité, de la précision et de la force ». Il a expliqué que « [le critère de] la stabilité signifie que le combat “frapper fort” devait être mené de façon planifiée, méthodique et ordonnée, sous la direction des comités [concernés] du Parti<sup>(13)</sup> ». Xiao, qui a étudié le droit à l'Université du peuple de Pékin à la fin des années 1950 et au début des années 1960, était considéré comme un cadre plutôt tourné vers l'avenir, tout du moins durant la période où il officia au

parquet du Guangdong de 1983 à 1990. Cependant, dès qu'il a été promu à la présidence du TPS, Xiao s'est peu à peu ravisé pour se fondre dans le moule des exigences sévères de la direction du PCC dans le domaine juridique et judiciaire.

Il est à relever, cependant, que, lors de la première moitié de l'ère Jiang Zemin tout du moins, l'appareil juridique et judiciaire a servi avant tout à maintenir l'ordre public. Ce n'est qu'après le 16<sup>e</sup> Congrès du PCC que l'accent a été mis sur le rôle des organes du *Zhengfa* dans la protection du Mandat céleste du Parti ou de son « statut de parti dirigeant perpétuel ». On le voit clairement dans les « huit objectifs prioritaires » des unités policières et judiciaires que le secrétaire du CCAPJ de l'époque, Ren Jianxin, a énoncés lors d'une réunion des cadres du *Zhengfa* de 1995. Les trois premières tâches prioritaires étaient « le maintien de la stabilité [socio-politique] », « faire subir, conformément à la loi, des punitions sévères et expéditives aux éléments criminels menaçant gravement l'ordre public », et combattre la corruption et d'autres activités affaiblissant l'économie de marché socialiste. Le dernier de ces objectifs était de « maintenir la direction du Parti sur le travail du *Zhengfa*<sup>(14)</sup> ». De plus, Luo Gan lui-même a pris soin de souligner la nécessité pour les départements juridiques et judiciaires d'observer strictement les statuts adéquats. Luo a par exemple insisté lors de réunions avec des juges et des cadres du *Zhengfa* entre 1998 et 1999 sur le fait qu'« aucune organisation ou individu n'a le privilège d'être au-dessus de la Constitution et de la loi ». Il a sermonné également les fonctionnaires du système juridique et judiciaire en leur rappelant que « la juste application de la loi est la planche de salut du travail du *Zhengfa*<sup>(15)</sup> ». Nous allons voir que le respect pour les préceptes juridiques a été davantage bafoué sous l'administration de Hu Jintao.

10. Sur la relation entre Luo Gan et Li Peng, voir par exemple Kjeld Erik Brodsgaard « The 16th Party Congress in China : A Note on Personnel Changes », *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol 16, 2002, <http://rauli.cbs.dk/index.php/cjas/article/view/8/8>.

11. Liu Jinghuai, « Comprehensively push forward cross-century work in the political and legal field, an interview with Politburo member Luo Gan », *Liaowang zhoukan* (Pékin), 4 janvier 1999, p. 12-13.

12. « The Central Political and Legal Affairs Commission convenes teleconference on plans for the “Strike Hard campaign” », Xinhua News Agency, 26 mars, 2002.

13. « Xiao Yang : The “Strike Hard” campaign should uphold the criteria of “stability, accuracy and toughness” », Xinhua News Agency, 20 avril, 2001.

14. « National *zhengfa* work conference takes place in the capital; Jiang Zemin and Li Peng give important addresses », *Renmin ribao*, 19 décembre, 1995.

15. Cité dans « National *zhengfa* work conference held in Beijing; Jiang Zemin talks with participants », 22 décembre, 1998; « Luo Gan emphasizes that central authorities support the people's courts in the implementation of the law and safeguarding the legal system », *Renmin ribao*, 14 août, 1999.

## Les efforts de l'administration de Hu Jintao pour renforcer le contrôle du Parti sur l'appareil judiciaire

### Le « respect de la loi » ambigu du tandem Hu-Wen

Dans les premières années suivant leur accession au pouvoir lors du 16<sup>e</sup> Congrès du PCC en 2002, le Président Hu et le Premier ministre Wen ont donné l'espoir à l'intelligentsia chinoise que leur « New Deal » (*xinzheng*) se traduirait en effort accru pour promouvoir un gouvernement par la loi, si ce n'est un État de droit. Peu après être entré dans ses fonctions de Secrétaire général du PCC, Hu a lancé l'équivalent d'une campagne idéologique pour préserver la sainteté de la Constitution et de la loi. Cela a constitué le sujet de la première « Session d'étude du Bureau politique », qui a eu lieu en décembre 2002, et durant laquelle tous les membres de ce conseil dirigeant ont écouté les discours de deux célèbres professeurs de droit, Xu Chongde et Zhou Yezhong. « Nous devons suivre la stratégie fondamentale d'une administration du pays par la loi », a dit Hu à cette occasion. « Nous devons élever davantage le niveau de conscience de la société tout entière au sujet de la Constitution et de l'autorité de celle-ci. » De façon significative, Hu a fait le lien entre l'idéal d'une « administration par la loi » et le but maintes fois affirmé de « renforcer et d'améliorer la direction par le Parti<sup>(16)</sup> ». Le fait que Hu ait eu l'intention d'adopter une forme quelle qu'elle soit de légalisme a paru évident dans un premier temps lors de son allocution peu après le 16<sup>e</sup> Congrès lors du 20<sup>e</sup> anniversaire de la promulgation de la Constitution de 1982. Le chef du Parti a souligné alors qu'« aucune organisation ou individu n'a le privilège d'être au-dessus de la Constitution et de la loi ». « La Constitution a permis l'édification de notre démocratie socialiste chinoise », a-t-il ajouté. « Nous devons suivre le principe fondamental d'une administration du pays par la loi<sup>(17)</sup>. » L'affaire Sun Zhigang – au cours de laquelle un jeune infographiste a été apparemment battu à mort lorsqu'il était détenu par la police du Guangdong en mai 2003 dans le cadre des « Réglemens sur la détention et la déportation de vagabonds et mendiants en ville » – semble illustrer également l'accent mis sur le respect de la loi par l'administration Hu-Wen. Ce régime draconien a été abrogé trois mois après les protestations d'une douzaine de professeurs de droit et une nouvelle réglementation intitulée « Moyens administratifs pour aider les vagabonds et les mendiants en ville n'ayant pas de moyens de subsistance » a été promulguée. Le ministère des Affaires

civiles a converti 833 centres de détention à travers le pays en Stations d'aide et de soutien. On estime qu'elles peuvent fournir de l'aide à deux millions de personnes par an<sup>(18)</sup>. Après que l'épidémie de SRAS a frappé le pays en 2003, le tandem Hu-Wen a semblé accorder plus d'attention au respect des « normes internationales » en prenant davantage en charge les milieux défavorisés et notamment les malades du SIDA.

Malheureusement, la « phase légaliste » du New Deal proposé par Hu et Wen a commencé à s'essouffler en 2004. Hu a renoué avec la tradition de Jiang Zemin consistant à consolider la suprématie du Parti. La preuve en est ce « Rapport politique » approuvé au cours du 4<sup>e</sup> Plénum du Comité central du PCC de 2004, intitulé « Résolution sur le renforcement de la construction de la capacité du Parti à gouverner ». Cette « résolution » indiquait, par exemple, que « le Parti doit renforcer sa direction sur le travail législatif<sup>(19)</sup> ». De toute évidence, la domination du Parti sur les sphères juridique et judiciaire allait à l'encontre de l'idéal maintes fois loué d'une administration par la loi ainsi que du respect de la constitution dont parlaient Hu et ses collègues du Bureau politique durant les six premiers mois de leur prise de fonction. Il est à noter que, dans une allocution du 4<sup>e</sup> Plénum, le Président du TPS, Xiao Yang mettait en avant la fidélité des tribunaux à la direction du Parti. Tout en soulignant la nécessité pour les tribunaux de faire respecter « l'autorité du système judiciaire », il a incité les cadres et le personnel de ce même système à « respecter le gouvernement par la loi ainsi que l'autorité du Parti<sup>(20)</sup> ».

## Le renforcement de l'efficacité de l'appareil du Gongjianfa

### Les recommandations de 2007 de Hu sur le travail du Zhengfa

Après avoir apparemment consolidé son pouvoir au cours du 17<sup>e</sup> Congrès du PCC en 2007, l'administration de Hu et Wen est allée encore plus loin que celle de Jiang Zemin

16. Cité dans H. Lyman Miller, « Hu Jintao and the Party Politburo », *China Leadership Monitor*, Hoover Institution, Stanford University, n° 9, hiver 2004.
17. Cité dans « Construction of the legal system and perfecting the socialist market economic system », Xinhua News Agency, 26 avril, 2004.
18. Voir Wang Junshou, « Ministry of Civil Affairs says stations for providing succor and help nationwide can help 2 million people a year », *Zhongguo qingnian bao*, 28 juillet 2008 ; Wang Pan, « Guangdong abolishes regulation on custody and sending back [vagrants] », China News Service, 25 juillet 2003.
19. Voir « Hu Jintao makes major speech at the Fourth Plenary Session of the 16th CCP Central Committee », Xinhua News Agency, 19 septembre 2004.
20. Cité dans Xu Yu, « Xiao Yang appeals for the upholding of judicial authority », *Wen Wei Po* (quotidien basé à Hong Kong contrôlé par la Chine), 9 octobre 2004.

dans l'utilisation de l'appareil policier pour mater la contestation et préserver le monopole du pouvoir du Parti communiste chinois. Bien plus que son prédécesseur, Hu a mis en place un principe systématique – que ses propagandistes qualifieraient de « scientifique » – assurant l'efficacité des « outils de la dictature du prolétariat » juridiques et judiciaires<sup>(21)</sup>. La vision stratégique de Hu sur le système du *Zhengfa* a été énoncée à la conférence nationale de décembre 2007 sur le travail politique et juridique, à laquelle prirent part les juges et les procureurs les plus éminents du pays. Le chef du Parti souligna que la préoccupation première des fonctionnaires de police devait être « la synthèse organique [des principes consistant à] faire respecter la direction par le Parti, laisser le peuple être maître du pays, et administrer le pays par la loi ». Il y ajouta ces « trois priorités essentielles », à savoir que les cadres doivent « en toute occasion accorder la priorité absolue à la cause du Parti, à l'intérêt du peuple et à la [sacralité de la] Constitution et de la loi ». En outre, les cadres doivent « préserver honnêtement le statut dirigeant du PCC, préserver la sécurité nationale, les droits des citoyens, et veiller à la stabilité générale de la société ». De plus, le travail de la police et de la sphère judiciaire doit se conformer à la direction générale du « socialisme aux couleurs de la Chine ». Et les juges et les procureurs doivent faire tout leur possible pour protéger la sécurité du pays<sup>(22)</sup>.

Des vétérans du Parti ont affirmé que c'était la première fois dans l'histoire du Parti communiste chinois qu'un secrétaire général faisait appel si ouvertement aux fonctionnaires du système judiciaire pour étendre son Mandat du Ciel. Au cours de la décennie 1990, l'objectif le plus couramment évoqué concernant l'appareil du *gongjianfa* était le maintien de la stabilité sociopolitique. À partir de 2002, en revanche, de plus en plus nombreuses ont été les références à l'aide fournie par le *zhengfa* dans le maintien du « statut dirigeant perpétuel » du PCC, ce que Hu appelle le *dangde shiye* ou « la cause du Parti ». Tout au long de l'année 2008, on a répété les affirmations de Hu Jintao concernant le rôle des départements de la sécurité et du judiciaire dans « le maintien résolu du statut dirigeant du Parti, dans la protection de la sécurité nationale et des intérêts du peuple<sup>(23)</sup> ». C'est, bien sûr, cette même année que la compétence du *gongjianfa* fut mise à l'épreuve lors d'une série d'événements majeurs comme la tenue des jeux Olympiques, l'insurrection au Tibet, les attaques quasi terroristes de groupuscules ouïgours clandestins et les nombreuses confrontations entre la police et la population.

Dans le même temps, les fonctionnaires des secteurs de la sécurité, du juridique et du judiciaire ont été mis en garde

contre la possibilité d'être induits en erreur par les conceptions occidentales concernant la démocratie, la liberté politique et l'indépendance du système judiciaire.

Le très officiel *Fazhi ribao* (Quotidien de la légalité) révélait au milieu de l'année 2008 que divers groupes de policiers et de fonctionnaires des tribunaux avaient visionné un film intitulé *Les leçons des « révolutions de couleurs »*. Ce documentaire, réalisé par le CCAPJ et l'Académie des sciences sociales de Chine (ASSC), traite des changements politiques qui ont eu lieu en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan entre 2003 et 2005, lorsque des forces d'opposition « pro-occidentales » parvinrent à prendre le pouvoir après avoir vaincu des partis conservateurs et autocratiques. Le quotidien rapportait qu'à la suite de ce visionnage, « la conscience politique [des spectateurs] a été renforcée » et que ceux-ci étaient plus déterminés que jamais à « combattre les diverses activités subversives des forces ennemies tant en Chine qu'à l'étranger et de préserver coûte que coûte l'ordre socialiste<sup>(24)</sup> ».

## Plus de pouvoir pour le *Zhengfawei* et le ministère de la Justice

À la suite du 17<sup>e</sup> Congrès de la fin 2007, le Comité permanent du Bureau politique mené par Hu Jintao a renforcé les pouvoirs du CCAPJ en tant qu'instrument permettant d'atteindre les objectifs juridiques et judiciaires du Parti. La fréquence à laquelle les cadres du CCAPJ sont apparus dans les médias pour donner des instructions aux équipes policières, judiciaires et aux procureurs confirme ce point. Prenons par exemple la conférence nationale de 2008 du *zhengfa*, ouverte à Pékin afin de discuter de la manière d'appliquer les instructions de Hu de décembre 2007 et pour renforcer la sécurité pour les jeux Olympiques d'été. Le discours principal a été prononcé par Zhou Yongkang, un ancien chef de la police à la tête du CCAPJ depuis le 17<sup>e</sup> Congrès. Le membre nouvellement promu du TPS a demandé aux juges, aux procureurs, aux policiers les plus éminents du pays, ainsi qu'à d'autres membres du *zhengfa*, de cultiver « la haute qualité de la loyauté envers le Parti ».

21. Hu Jintao et Wen Jiabao ont exposé leur *kexue fazhan guan* ou « conception scientifique du développement » en 2003 afin de couvrir tous les aspects de la gouvernance, y compris le domaine juridique et judiciaire. Les cadres des parquets et des tribunaux ont exposé en détail la façon d'appliquer ce *kexue fazhan guan* à leur secteur.
22. « Hu Jintao : Earnestly and firmly open up new vistas for our country's political and legal work », Xinhua News Agency, 25 décembre 2007.
23. Voir par exemple Wang Shengjun, « The people's courts must assiduously fulfill the people's four new expectations », Xinhua News Agency, 26 août 2008.
24. Cité dans « Cadres in the *zhengfa* departments watch the film "The lesson of the Color Revolutions" », *Fazhi ribao*, 20 juin 2009.

Il a enjoint les fonctionnaires à « faire respecter l'orientation politique de la loyauté envers le Parti, le pays, le peuple et la loi<sup>(25)</sup> ». Une fois encore, ce ne fut pas un hasard de voir le Parti arriver bien avant la loi dans l'échelle hiérarchique de Zhou.

L'influence grandissante du *Zhengfawei* se constate dans la nomination de hauts cadres de la commission aux postes clés des tribunaux et des parquets. Clairement, la nomination surprenante de l'ancien secrétaire général du CCAPJ Wang Shengjun en tant que Président du Tribunal populaire suprême – un poste équivalent au Juge en chef (Chief Justice) du système américain – lors du Congrès national populaire de mars 2008 va dans ce sens. Wang, qui ne possède aucun diplôme en droit et n'a jamais exercé la fonction de juge, a construit sa carrière au département de la police de l'Anhui. Il est devenu le chef du département provincial de la sécurité publique avant d'être détaché au CCAPJ en 1993<sup>(26)</sup>. Son prédécesseur Xiao Yang, en comparaison, est un spécialiste du droit et un ancien procureur du gouvernement tant au niveau provincial que central. De plus, sur la douzaine de vice-présidents du CCAPJ, la plupart sont des professionnels du droit reconnus, et certains même sont professeurs dans des écoles de droit réputées. La nomination de Wang au poste de juge suprême semble confirmer le souci de Hu Jintao de placer les tribunaux sous le contrôle de fonctionnaires fidèles au Parti<sup>(27)</sup>. Pourtant, fin 2002 encore, les autorités centrales s'étaient engagées à professionnaliser le personnel judiciaire. Selon un rapport publié dans le *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), Xiao Yang affirmait que « la professionnalisation des juges est une condition requise pour [atteindre] un gouvernement par la loi, et sera l'objectif principal pour la mise en place du corps judiciaire<sup>(28)</sup> ». Placer les critères politiques avant le professionnalisme, cependant, équivaut à une régression de la politique générale concernant le personnel et l'administration du PCC.

Le statut des Comités pour les affaires politiques et juridiques (CAPJ) a été également rehaussé dans l'administration régionale. Dans plusieurs provinces, telles que celle très prospère du Guangdong, le secrétaire général du CAPJ cumule aussi le poste de vice-secrétaire provincial. (Depuis le début des années 2000, le PCC a commencé à réduire le nombre de vice-secrétaires du Parti dans les provinces. Dans les grandes villes, ce nombre est de deux, dont un est invariablement le gouverneur ou le maire de ces juridictions.) Au milieu de l'année 2008, le secrétaire du CAPJ du Guangdong Liu Yupu a fait sensation lorsqu'il a appelé les fonctionnaires de la police et du système judiciaire de sa province à « unifier leurs pensées et armer leurs cerveaux »

grâce aux instructions de Hu Jintao concernant la manière dont la police et les fonctionnaires des tribunaux pouvaient contribuer à la sécurité nationale. Liu, qui est aussi vice-secrétaire du Comité du Parti du Guangdong, a affirmé que « la situation de la sécurité d'État est difficile au Guangdong parce que, en raison de la proximité de Hong Kong et Macao, la province est sur la ligne de front de la lutte contre les ennemis de l'État<sup>(29)</sup> ».

Au même moment, Hu a politisé le ministère de la Justice (MDJ), lequel joue un rôle de plus en plus important dans l'instrumentalisation du système judiciaire en tant qu'« outil de la dictature du prolétariat ». Wu Aiyong, ministre depuis 2005, est membre de la Faction de la ligue des jeunes communistes dirigée par Hu. Fonctionnaire de carrière du Parti et spécialiste de l'organisation – une grande partie de sa carrière a consisté à gérer « des organisations de masse » comme des groupes de jeunes ou de femmes dans sa province natale du Shandong – Wu, 57 ans, n'a pas fait d'école de droit et n'a reçu aucune formation dans les questions juridiques. À l'image du Président du TPS Wang, elle a été choisie principalement pour sa loyauté politique envers les dirigeants en place<sup>(30)</sup>. Et particulièrement après le discours de Hu de décembre 2007, les déclarations publiques du ministre Wu et de ses collègues ont fait preuve d'une admiration et d'un respect remarquables à l'égard du chef suprême, frôlant parfois l'obséquiosité. En septembre 2008, un éditorial publié dans l'organe de presse mensuel du MDJ *Zhongguo sifa* (Justice de Chine) indiquait que l'*establishment* judiciaire devait toujours « défendre la direction absolue du Parti sur le travail du système judiciaire ». De plus, les cadres du judiciaire doivent « dans les domaines de l'idéologie, de la politique et de l'action maintenir un haut degré d'unité avec les autorités centrales du Parti ayant pour secrétaire général le camarade Hu Jintao<sup>(31)</sup> ».

Au tournant du siècle, le portefeuille du ministère de la Justice comprenait l'administration des prisons et des institu-

25. Cité dans « Zhou Yongkang meets grassroots representatives who attend the feature discussion class of the zhengfa establishment », Xinhua News Agency, 20 juin.

26. Sur la carrière de Wang Shengjun, voir par exemple Willy Lam « The CCP Strengthens Control over the Judiciary », *China Brief*, Jamestown Foundation, Washington D.C., vol. 8, n° 14, 3 juillet 2008.

27. *Ibid.*

28. « China will further boost the professionalization of judges », *Renmin ribao*, 8 juillet 2002.

29. Voir « Guangdong political and legal affairs secretary Liu Yupu: We must strive to become frontline soldiers for national political and legal work », *Fazhi ribao*, 19 juin 2008.

30. Sur la carrière de Wu Aiyong, voir Qiu Ping, *The Fifth-Generation Leadership of the Chinese Communist Party*, Hong Kong, Xiafeier Press, 2005, p. 312-313.

31. Wu Aiyong, « Deepen the activity of "studying and discussing on a large-scale" », *Zhongguo sifa* (mensuel du ministère de la Justice), Pékin, septembre 2008, p. 1.

tions du *laogai*, la réglementation et l'attribution des licences aux cabinets d'affaires et aux avocats, la réglementation et l'édition de critères professionnels des écoles de droit, l'établissement de liens avec des institutions judiciaires à l'étranger, et le support logistique aux tribunaux et aux parquets. La ministre Wu s'est fait l'écho des insistances de Hu sur le fait que les travailleurs du *zhengfa* doivent être « déterminés politiquement, compétents sur le plan professionnel, et qu'ils doivent posséder un style de travail supérieur et pouvoir mettre en œuvre le droit de manière juste ». Dans un article du milieu de l'année 2008 sur la façon dont l'appareil du Parti-État doit former les avocats du pays, Wu a cité une remarque de Hu indiquant que « respecter une orientation politique correcte est la clé du succès dans le travail du *zhengfa* ». La ministre a affirmé à ses collègues que « faire respecter la direction du Parti par les avocats » est un principe cardinal de l'administration et de la réglementation des quelque 150 000 avocats de Chine. « Chacune des étapes de développement de notre profession juridique a été accomplie sous la direction du Parti<sup>(32)</sup>. » Il n'est donc pas surprenant que, depuis l'arrivée de Wu à la tête du ministère de la Justice en 2005, plusieurs dizaines d'activistes bien connus ou d'avocats défenseurs des droits de l'homme aient été incarcérés. De plus, le ministère intimide régulièrement les avocats libéraux ou activistes en leur faisant comprendre que leur implication dans des activités politiques non autorisées risque de les conduire à la perte de leur licence professionnelle<sup>(33)</sup>.

## Les tribunaux, instruments de la dictature du prolétariat

Comme l'a souligné le professeur de droit Shi Fei, de l'Université de Pékin, le système judiciaire chinois souffre d'une « déficience institutionnelle ». Shi attribue cela à « l'accent mis [par les autorités] sur l'usage de la fonction répressive des tribunaux dans un objectif de réforme de l'ordre social et de consolidation des fruits de la révolution<sup>(34)</sup> ». Et cela bien qu'au tournant du siècle, le système des tribunaux ait tenté de faire preuve d'un minimum de diversité et de pluralisme – si ce n'était de réformisme – en brandissant le slogan relativement neutre et non politisé : « Mettre en œuvre l'équité et l'efficacité judiciaires ».

Dans plusieurs éditoriaux écrits en janvier 2001 et 2002 pour le journal porte-parole du TPS *Renmin sifa* (La justice du peuple), Xiao Yang a affirmé qu'« il ne fait aucun doute que la recherche incessante de l'équité et de l'efficacité judiciaires doit devenir la mission la plus honorable des

tribunaux populaires au cours de ce nouveau siècle ». Xiao a également souligné que « l'espoir et le chemin incontournable du développement futur des tribunaux populaires réside dans la réforme et l'innovation<sup>(35)</sup> ». Ce cadre vétérinaire du système judiciaire a fait remarquer que « [le système de] la justice a évolué du statut de simple instrument de la dictature [du prolétariat] en un mécanisme fondamental de punition du crime, de défense des droits des citoyens, et de résolution des conflits et des contradictions au sein du peuple ». Quelques mois avant l'entrée de la Chine à l'OMC, Xiao a affirmé la nécessité de moderniser le système judiciaire chinois quand cette entrée serait effective. Bien que Xiao, comme d'autres juges haut placés, affichât sa révérence à l'égard de la direction du Parti, il semble clair qu'il était attaché à un niveau assez élevé d'indépendance judiciaire. Il citait notamment dans ces éditoriaux une clause du Rapport politique du 15<sup>e</sup> Congrès du PCC (1997) – « mettre en œuvre la réforme judiciaire, et faire en sorte que, par le biais de moyens institutionnels, les organes judiciaires puissent exercer indépendamment et équitablement leurs pouvoirs de poursuite et de jugement en accord avec la loi<sup>(36)</sup> ».

Pourtant, tout particulièrement après l'arrivée de Wang Shengjun à la tête du TPS en 2008, tout semblant d'impartialité judiciaire telle qu'elle est conçue en Occident s'est évaporé. S'adressant aux quelque 200 000 juges du pays lors de la conférence du *zhengfa* de la mi-2008 mentionnée plus haut, le juge en chef Wang Shengjun a indiqué que ce n'est qu'en « respectant les “trois priorités” résolument que le travail des tribunaux populaires peut suivre le chemin politique correct ». Au cours de cette conférence qui a initié une politisation drastique du système judiciaire, les fonctionnaires des tribunaux ont été enjoins de se rallier à la direction « des autorités centrales du Parti ayant le camara-de Hu Jintao pour Secrétaire général ». Wang a ajouté :

32. Wu Aiyong, « Firmly conducting the activity of “Comprehensive Study and Discussion” and promoting the sound and rapid development of the legal profession », *Zhongguo sifa*, août 2008, p. 6-8.

33. Sur la stratégie du ministère de la Justice chinois à l'encontre des avocats désobéissants, voir par exemple « A Great Danger for Lawyers: New Regulatory Curbs on Lawyers Representing Protesters », Human Rights Watch (New York), décembre 2006, <http://www.theconglomerate.org/files/china1206webwcover.pdf>; « Walking on Thin Ice : Control, Intimidation and Harassment of Lawyers in China », Human Rights Watch, avril 2008, [http://lawprofessors.typepad.com/china\\_law\\_prof\\_blog/files/080400\\_hrw\\_lawyers\\_in\\_china.pdf](http://lawprofessors.typepad.com/china_law_prof_blog/files/080400_hrw_lawyers_in_china.pdf).

34. Shi Fei, « The evolution of the political task of the Supreme People's Court », le site Internet [www.opentimes.cn](http://www.opentimes.cn), <http://www.opentimes.cn/to/200801/123.htm>

35. Xiao Yang, « Our ideals : Realizing judicial justice and efficiency », *Renmin sifa* (Journal officiel de Pékin), janvier 2002, p. 1.

36. « Political Report of the 15th CCP Congress », *op. cit.*



« Nous devons unifier nos consciences, nos pensées et nos actions concernant la nature du drapeau que doivent brandir les tribunaux et le type de chemin qu'ils doivent prendre [...] afin de s'assurer que les tribunaux populaires suivent une direction politique correcte <sup>(37)</sup>. »

Bien que les hauts cadres du *zhengfa* n'aient pas fixé de cibles ou de quotas spécifiques et détaillés à leurs collègues, il est clair que l'appareil judiciaire et policier a reçu l'ordre de combattre tout ce qui pourrait remettre en question l'ordre socialiste jusqu'à la tenue des jeux Olympiques. Le juge en chef Wang a affirmé que l'objectif des tribunaux était d'« accroître le nombre d'éléments harmonieux [dans la société] et de réduire celui des éléments non harmonieux autant que possible. » Dans les médias officiels, le terme d'« éléments non harmonieux » désigne clairement les criminels, les séparatistes ethniques, les dissidents et les espions étrangers. Wang a soutenu devant les juges du pays et d'autres fonctionnaires du système judiciaire que « le principal critère d'évaluation et de mise à l'épreuve des fonctions juridiques et exécutives des tribunaux populaires » est leur capacité à « promouvoir une société harmonieuse ». La même année, dans un autre discours mémorable, Wang a demandé aux juges de « s'abstenir de mythifier le système judiciaire », ce qui signifie apparemment qu'ils ne doivent pas être trop légalistes et dogmatiques en rendant la justice. « Si l'accent est mis sur la professionnalisation des juges, cela ne veut pas dire que ceux-ci doivent être coupés de la société » affirma Wang. « Les juges sont des travailleurs sociaux autant que des travailleurs juridiques <sup>(38)</sup>. »

Dans plusieurs interviews pour des médias nationaux, les officiels des départements du *zhengfa* du pays tout entier ont fait le vœu de remplir le rôle qui leur est assigné d'« instruments de la dictature démocratique du peuple ». Zhang Wenxian, Président du Tribunal populaire supérieur de la province du Jilin, a remis au goût du jour le vocabulaire en vigueur à l'époque de la Révolution culturelle lorsqu'il a souligné que « les tribunaux populaires sont des organes judiciaires de l'État sous la direction du Parti communiste chinois ». Il a ajouté : « Les tribunaux doivent respecter la direction du Parti afin de préserver leur orientation politique [correcte]. » « Ils doivent considérer comme une mission sacrée le maintien des fondements de la direction du Parti ainsi que la consolidation de son statut dirigeant. » Zhang a tout particulièrement attiré l'attention sur la mise en péril de la stabilité sociopolitique causée par « les activités d'infiltration et de perturbation des pays occidentaux », par exemple, en « attaquant notre système judiciai-

re socialiste par l'exagération et la déformation de certaines affaires judiciaires <sup>(39)</sup>. »

Les choses ont pris une tournure telle que depuis la seconde moitié de l'année 2008, le système judiciaire n'est plus que la fameuse chambre d'écho des pouvoirs en place. Le Président du TPS Wang apparaît régulièrement dans les médias pour promettre le soutien des tribunaux aux volontés du Bureau politique quelles qu'elles soient. Cela comprend le fait de promouvoir « la conception scientifique du développement », d'enrayer le scandale du lait contaminé et d'aider l'économie du pays à surmonter la récession mondiale. Par exemple, Wang a confirmé au début du mois de décembre que les départements du système judiciaire feraient tout leur possible pour « fournir de solides garanties judiciaires dans le maintien de la sécurité financière du pays et l'assurance d'un développement constant et rapide de l'économie nationale <sup>(40)</sup>. » C'est cependant dans le domaine de la lutte contre les « ennemis de l'État » que l'appareil judiciaire a le mieux servi les objectifs du Parti. Au cours de l'année des jeux Olympiques, on compte parmi les nombreux cas notoires de dissidents détenus ou emprisonnés sur des accusations douteuses ceux de l'activiste issu du milieu des ONG Hu Jia et de l'écrivain dissident Liu Xiaobo. Ces deux scandales ont provoqué une très large condamnation du gouvernement chinois et suscité de la sympathie pour les victimes d'abus judiciaires. C'est ainsi qu'en 2008, Hu Jia a reçu du Parlement européen le prix Sakharov. Liu, quant à lui, a été emprisonné pour avoir été le fer de lance de la campagne pour la Charte 08 inspirée du mouvement de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. En décembre 2008, une dizaine de lauréats du prix Nobel et d'intellectuels chinois ont présenté une pétition au Président Hu demandant la relaxe de Liu, qui avait également joué un rôle dans le mouvement étudiant de 1989 <sup>(41)</sup>.

37. « Wang Shengjun: Firmly grasp the principles of the "three top priorities" and open up new vistas for judicial work », *Renmin fayuan bao*, 23 juin, 2008.

38. « Wang Shengjun : Maximize the harmonious factors, and decrease disharmonious factors », *Guangming ribao* (Pékin), 23 juin, 2008 ; « Wang Shengjun : Do not mystify the judicial system », *Renmin ribao*, 28 août 2008.

39. Cité dans « Graduation of special class for cadres in the political and legal system », [www.Chinapeace.org.cn](http://www.Chinapeace.org.cn), June 20, 2008, [http://news.xinhuanet.com/legal/2008-06/20/content\\_8407006.htm](http://news.xinhuanet.com/legal/2008-06/20/content_8407006.htm).

40. Voir par exemple « The Supreme People's Court will provide strong judicial safeguards », *Chinese Security News* (Pékin), 11 décembre 2008 ; « Wang Shengjun: the courts will uphold the scientific outlook on development and serve the overall situation », Xinhua News Agency, 19 décembre 2008.

41. Sur le traitement par Pékin de la campagne autour de la Charte 08, voir par exemple « Chinese Authorities Continue to Suppress Charter 08; Number of Signers Exceeds 7,200 », Human Rights Watch (New York) press release, 9 janvier 2009.

## Le Parquet sous la coupe du Parti

Le travail du parquet est moins connu en Occident, bien que la Constitution chinoise déclare qu'il jouit d'un même niveau de pouvoir et d'importance que celui des tribunaux et que la police, les tribunaux et les parquets doivent se contrôler et s'équilibrer mutuellement<sup>(42)</sup>. Dans son « Rapport au Congrès national du peuple » sur le travail du Parquet de 1993 à 1998, le Président du Parquet populaire suprême (PPS) de l'époque Zhang Siqing a tenté de trouver le juste milieu entre la loyauté de son département envers le PCC et le « professionnalisme » juridique. Ainsi, Zhang, dont la carrière juridique a débuté en 1952, a minimisé le devoir impératif de « respect pour la direction absolue du Parti sur le travail du Parquet ». Dans le même temps, le chef du PPS a fait savoir que son département exercerait « les droits du Parquet de façon indépendante et correcte conformément à la loi ». Il a également indiqué que le Parquet chercherait à rectifier le phénomène courant chez les cadres qui consiste à « ne pas respecter la loi, à échouer dans l'application sérieuse de la loi et à ne pas entreprendre d'actions [lorsque ceux-ci se trouvent témoins] de violation de la loi ». Zhang s'est également engagé à « faire appliquer les règles et les lois dans la gestion du Parquet<sup>(43)</sup> ».

Comme dans le cas des tribunaux, le 17<sup>e</sup> Congrès du Parti de 2007 – et le changement de direction au sein du *zhengfa* au cours de la session du Congrès national du peuple qui a suivi, en mars 2008 – a marqué une étape importante dans la plus grande politisation du Parquet. Lorsque le Président sortant du PPS de l'époque, Jia Chunwang, s'est adressé aux médias lors du 17<sup>e</sup> Congrès, il a évité les questions sensibles comme la manière dont le Parquet doit servir les impératifs du PCC. Ainsi, Jia, qui avait travaillé un moment pour l'ancien chef du Parti Hu Yaobang, a fait part des deux objectifs fondamentaux de son département : « remplir la fonction de la supervision juridique et faire respecter l'harmonie, la stabilité et la justice sociales » ; « appliquer la loi de manière sérieuse, juste et civilisée<sup>(44)</sup> ».

L'état d'esprit et les priorités du PPS ont changé après la prise de fonctions de Cao Jianming en mars 2008, laquelle a provoqué à nouveau les déclarations d'allégeance inconditionnelle du Parquet à la direction du PCC. Très vite après avoir repris le poste de Jia, Cao a expliqué dans un éditorial du journal officiel *Renmin jiancha* (Le bimensuel du Parquet du peuple) le concept de *shuxing* ou de « nature [politique] » du Parquet. Cao y affirmait que son département allait « faire respecter le système du Parquet socialiste

aux couleurs de la Chine et combattre résolument l'influence de nombreuses tendances idéologiques erronées. » Cao a ensuite salué les « trois priorités essentielles », aujourd'hui fameuses, du Président Hu : « accorder la priorité absolue à la cause du Parti, à l'intérêt du peuple et à la [sacralité de la] Constitution et de la loi<sup>(45)</sup> ». Le procureur en chef a, bien entendu, mis en garde ses collègues contre les idées occidentales, et notamment celle de l'indépendance du système judiciaire. Et cela bien que l'expert en droit international de 54 ans et ancien Président de la célèbre Université de droit et de sciences politiques de la Chine de l'Est soit considéré comme un cadre du *zhengfa* modéré et relativement bien formé.

Le vice-président du PPS Zhang Geng a écrit, dans un article de 2008 à propos de la leçon que l'on pouvait tirer des 30 ans de réforme juridique, que le devoir du Parquet est de travailler étroitement avec d'autres départements du judiciaire et de l'exécutif afin de réaliser l'objectif commun de « préserver le statut dirigeant du PCC, maintenir la sécurité nationale, et défendre les droits et les intérêts du peuple ». Le haut cadre du *zhengfa* indiquait que tous les niveaux du Parquet doivent « d'eux-mêmes mettre en application les lignes [politiques], les objectifs et les mesures politiques du Parti ». Il a ajouté que la direction du PCC sur le Parquet s'exerçait du point de vue « politique, idéologique et organisationnel ». « Nous devons renforcer la construction des organisations du Parti et des groupes de direction du Parti au sein des divers départements du Parquet », a-t-il dit. « Nous devons insister sur le principe de prise en charge des cadres par le Parti<sup>(46)</sup>. »

Effectivement, les apparatchiks au sein du système du Parquet ont gagné en influence au détriment des « professionnels » ou des spécialistes expérimentés et à la formation solide. Le *zhengfawei* a insisté sur le rôle dirigeant des *dangzu*, les organisations du Parti, au sein des Parquets. Dans un discours de la fin 2008, le procureur en chef du Parquet du Zhejiang, Chen Yunlong, a souligné que la *dangzu* jouerait au sein de son unité de travail le rôle de « tête de dragon ».

42. *Constitution de la RPC*, 2004,

[http://english.gov.cn/2005-08/05/content\\_20813.htm](http://english.gov.cn/2005-08/05/content_20813.htm).

43. « Work Report of the Supreme People's Procuratorate at the National People's Congress », *Renmin ribao*, 11 mars 1998.

44. « An interview with Jia Chunwang : Push forward the enterprise of a socialist procuratorate with Chinese characteristics », *Fazhi ribao*, 18 octobre 2007.

45. Cao Jianming, « Open up a new vista for a socialist procuratorial enterprise with Chinese characteristics », *Renmin jiancha*, n° 18, 2008.

46. Zheng Geng, « A procuratorate system that bears clear-cut characteristics of Chinese-style socialism », *Renmin ribao*, 7 juillet 2008.

Chen a affirmé que la *dangzu* allait « remplir la fonction de “première personne responsable” et de “chef du troupeau”, tout particulièrement dans la fixation de l'orientation politique du travail du Parquet dans la province<sup>(47)</sup> ».

## Un recul important pour la réforme juridique et politique

Dans un article de 2008, le ministre de la Justice Wu Aiyong citait Marx : « Le système juridique est déterminé par le système politique [...] et il sert à confirmer, préserver et promouvoir ce système politique<sup>(48)</sup>. » Tout comme un grand nombre de cadres du *zhengfa* promu par l'administration de Hu et de Wen, Wu n'a jamais mis les pieds dans une école de droit, et encore moins tenté de se plonger dans les complexités des systèmes juridiques « capitalistes ». La prépondérance des fonctionnaires du Parti comme la ministre Wu et le Président du TPS Wang montre qu'en dépit de l'envoi régulier, au cours de la dernière décennie, de nombreux spécialistes de droit et de juges en Occident pour formation ou dans le cadre de programmes d'échange, l'appareil policier et judiciaire reste dominé par des pions du Parti, que certains intellectuels appellent malicieusement les *famang*, ou « les illettrés du droit ».

Il est évident que du point de vue de la direction du PCC, les cadres pratiquant le politiquement correct et ayant contribué à la stabilité sociopolitique du pays sont dignes d'éloges, et de promotion. C'est sans doute ce qui explique la promotion d'un grand nombre de cadres du *zhengfa*, et tout particulièrement de fonctionnaires de police de haut rang, aux postes clés des administrations régionales. Au milieu de l'année 2008, par exemple, le ministre adjoint de la Sécurité publique Sun Yongbo a été promu vice-gouverneur de la province du Heilongjiang. Il est à noter que dans sept provinces au moins, le chef de la sécurité publique occupe également le poste de vice-gouverneur. Le quotidien hongkongais *Wen Wei Po*, proche de Pékin, citait des sources bien informées de la capitale exprimant l'opinion que la série de promotions de hauts cadres de la sécurité publique démontrait « l'importance que les autorités centrales et régionales attachent au secteur de la sécurité<sup>(49)</sup> ». Au début de l'année 2009, le chef du CCAPJ Zhou avait même suggéré que pour faire face au manque de juges et de procureurs dans les provinces centrales et occidentales de la Chine, les institutions d'enseignement relevant du *zhengfa* pouvaient recruter des diplômés du lycée parmi les soldats démobilisés et les officiers de la Police armée du peuple et leur faire suivre une formation accélérée<sup>(50)</sup>.

Cependant, la politisation du *zhengfa* n'a que rarement contribué aux objectifs déclarés du PCC, comme la promotion de la stabilité sociopolitique et encore moins à l'amélioration de la justice sociale. Une des causes fondamentales de cette situation s'explique par la qualité – et l'intégrité – douteuses d'un grand nombre de cadres de tout un pan de l'administration, allant des départements de la police à ceux des tribunaux. Prenons, par exemple, la complicité particulièrement visible dans les administrations de base entre la police et les diverses triades, l'équivalent de la mafia en Chine. Au lieu de maintenir l'ordre et la loi, la police, dans ses activités illégales perpétrées en partenariat avec ses compères mafieux, est souvent cause de troubles et d'instabilité. L'un des « incidents de masse » les plus graves de l'année 2008 – l'émeute du district de Weng'an dans le Guizhou à la mi-2008 – a été causé par la très large détérioration de l'intégrité des équipes de la police locale<sup>(51)</sup>.

Les cas de corruption impliquant des fonctionnaires haut placés du système judiciaire sont régulièrement rapportés par la presse chinoise et même la presse officielle. Dans la seconde moitié de l'année 2008, le milieu du *gongjianfa* était secoué par un des scandales judiciaires les plus graves de l'histoire du pays, le cas de corruption impliquant l'ancien vice-président du TPS Huang Songyou. Huang a été accusé d'avoir empoché quelque 400 millions de yuans en biens mal acquis provenant d'affaires immobilières et d'autres activités dans sa province natale du Guangdong. Des rumeurs voulaient que son patron et compatriote du Guangdong Xiao Yang soit également impliqué. En 2007 et 2008, d'autres juges haut placés, dont les présidents des tribunaux populaires supérieurs du Guangdong, du Liaoning, du Hunan et du Heilongjiang : Ma Chongkai, Tian Fengqi, Wu Zhenhan et Xu Xiandong, ont été incarcérés pour avoir reçu des pots-de-vin et commis d'autres

47. Fan Yuehong, « Develop the “dragonhead function” of party committees », *Renmin jiancha ribao* (Beijing), 24 novembre 2008.

48. « Talk given by Wu Aiyong at the party committee meeting of the Ministry of Justice and the national conference of heads of justice departments and bureaus », site Internet du ministère de la Justice, 30 juin 2008, [http://www.moj.gov.cn/moj/2008-06/30/content\\_888739.htm](http://www.moj.gov.cn/moj/2008-06/30/content_888739.htm).

49. « Many heads of provincial police departments double as members of the provincial Communist Party Standing Committee », *Wen Wei Po* (Hong Kong), 27 juin 2008.

50. Zhou Yongkang, « Safeguard social equality and justice ; uphold social harmony and stability », *Qiushi* (Beijing monthly), 1er février 2009.

51. Sur le rôle de la mafia chinoise dans l'« incident de Weng'an », voir « Weng'an police say more than 111 members of triad societies have been arrested », Xinhua News Agency, 15 juillet 2008 ; « The background of the Weng'an incident : some cadres are in collusion with triad forces », CCTV news, 27 juillet 2008, <http://politics.people.com.cn/GB/14562/7503118.html>.

crimes économiques<sup>(52)</sup>. La réputation des tribunaux chinois a atteint de nouveaux abysses auprès de la population et des hommes d'affaires étrangers et 70 % des pétitions présentées par des plaignants chinois au Bureau d'État des lettres et des visites étaient liés à des erreurs judiciaires<sup>(53)</sup>.

À la mi-2008, Shen Deyong, vice-président du TPS annonçait la mise en place d'un « système de traçage » grâce auquel les tribunaux supérieurs du pays réviseraient systématiquement les affaires judiciaires contestés et pénaliseraient les juges provinciaux commettant trop de fautes. Shen a affirmé : « Nous allons rationaliser les principes gouvernant les pouvoirs discrétionnaires des juges, et tenter d'unifier les standards afin d'éviter que le public doute de la justice à cause de jugements très différents rendus dans des cas similaires. » À la fin de l'année 2008, le TPS et d'autres départements ont mis en place un numéro d'appel pour que le public mécontent puisse faire part de ses griefs à propos de juges incompetents<sup>(54)</sup>. Même le Parti et le gouvernement semblent avoir des doutes sur la fiabilité et le professionnalisme des juges. Par exemple, c'est devenu la norme de juger les hauts cadres accusés de corruption en dehors de leur zone de juridiction. Le fait que les juges aient été appelés par le PCC à placer la loyauté politique avant tout autre considération pourrait bien nuire davantage à leur qualité éthique et professionnelle.

L'établissement de la Sécurité publique, dont le pouvoir grandit sans cesse, a également été accusé d'être un foyer de factionnalisme. Ainsi, un nombre exceptionnellement élevé d'officiers de police haut placés sont nés dans la province du Heilongjiang ou y ont passé une bonne partie de leur carrière. Parmi les membres de ce que l'on appelle « la faction du Heilongjiang » au sein du ministère de la Sécurité publique, figurent les vice-ministres Yang Huanning, Zhang Xinfeng et Meng Hongwei, et l'ancien vice-ministre tout juste parti à la retraite Bai Jingfu<sup>(55)</sup>. Le manque de « diversité géographique » au sein de la direction d'un ministère aussi important va à l'encontre de la célèbre maxime de Deng Xiaoping à propos de l'organisation du personnel du PCC qui veut que les cadres supérieurs du Parti et les équipes gouvernementales doivent provenir « des cinq lacs et des quatre mers ». Pourtant, dans son extrême souci de s'assurer le soutien total des cadres du *gongjianfa*, notamment dans le renforcement de l'autorité du Parti ou la répression de la dissidence, le Président Hu semble plus enclin à octroyer des avantages et des prérogatives supplémentaires aux fonctionnaires loyaux et aux apparatchiks. En dernière analyse, bien que l'on puisse dire que la politisation de l'appareil policier et judiciaire puisse faire gagner un peu de temps au Parti communiste chinois, cette pratique ne permet pas d'atteindre les objectifs que se

sont fixés Hu Jintao et Wen Jiabao, comme celui de « servir le peuple avant tout » et celui de « respecter la justice sociale ». Et si le nombre et la gravité des « incidents de masse » grandissaient en raison d'un déclin de la qualité de la police, et des cadres des parquets et des tribunaux, il se pourrait bien qu'un coup sévère soit porté à l'objectif du PCC de maintenir à jamais son pouvoir. •

### Glossaire

Bai Jingfu 白景富 Cao Jianming 曹建明 Chen Peixian 陳丕顯  
Chen Yun 陳雲 Chen Yunlong 陳雲龍 dangde shiyè 黨的事業  
dangzu 黨組 Deng Xiaoping 鄧小平 Falun Gong 法輪功  
Fazhi ribao 法制日報 gongjianfa 公檢法  
Guojia xinfang ju 國家信訪局  
Hu Jia 胡佳 Hu Qili 胡啟立 Hu Yaobang 胡耀邦  
Huang Songyou 黃松有 Jia Chunwang 賈春旺  
Jiang Zemin 江澤民 Kaifang zazhi 開放雜誌  
laogai 勞改 Li Peng 李鵬 Liaowang zhoubao 瞭望周刊  
Liu Xiaobo 劉曉波 Liu Yupu 劉玉浦 Luo Gan 羅干  
Meng Hongwei 孟宏偉 Peng Zhen 彭真 Qiao Shi 喬石  
Qiu Shi 求是 Renmin jiancha 人民檢察 Ren Jianxin 任建新  
Renmin ribao 人民日報 Renmin fayuan bao 人民法院報  
Renmin daxue 人民大學 Renmin sifa 人民司法  
Shen Deyong 沈德詠 Shenzhen tequ bao 深圳特區報  
Shi Fei 時飛 shuxing 屬性 Sun Zhigang 孫志剛  
Tian Jiyun 田紀雲 Wang Shengjun 王勝俊  
Wang Zhen 王震 Wen Wei Po 文匯報  
Weng'an shijian 瓮安事件 Wu Aiyong 吳愛英  
www.Chinapeace.org.cn 中國安全網  
Xiafeier chubanshe 夏菲爾出版社 Xiao Yang 肖揚  
xinzheng 新政 Xu Chongde 許崇德  
yanda 嚴打 Yang Huanning 楊煥寧  
yifazhiguo 依法治國 Zhang Geng 張耕  
Zhang Siqing 張思卿 Zhang Wenxian 張文顯  
Zhang Xinfeng 張新楓 Zhao Ziyang 趙紫陽  
Zhengfa 政法 Zhengfawei 政法委  
Zhonggong zhongyang zhengfa weiyuanhui  
中共中央政法委員會  
Zhongguo qingnian bao 中國青年報  
Zhongguo sifa 中國司法 Zhou Yezhong 周葉中  
Zhou Yongkang 周永康

52. Sur les cas suspectés de corruption impliquant Huang Songyou et d'autres juges éminents, voir « More thoughts on the Huang Songyou case : Corruption within the court system is still serious », Xinhua News Agency, 2 décembre 2008 ; Zhong Tong, « Deputy President of the Supreme People's Court Huang Songyou dismissed ; implicated in a 400 million yuan graft case », *Shenzhen tequ bao*, 29 octobre 2008 ; Liu Tong, « Death sentence for Yang Jia means that justice is dead », *Kaifang zazhi* (Hong Kong monthly), décembre 2008.
53. Cité dans « The Supreme People's Court announces "Five Curbs" to curtail corruption », *Renmin fayuan bao* (Beijing), 19 janvier 2009.
54. Cité dans « Judges will be punished for trial errors », *China Daily*, 24 juin 2008.
55. « Many heads of provincial police departments double as members of the provincial Communist Party Standing Committee », *Wen Wei Po*, *op. cit.*